

Pour vivre, travailler et se soigner dignement!

Les salariés, retraités, privés d'emploi, jeunes sont confrontés aux politiques antisociales du gouvernement et du patronat à travers l'austérité budgétaire et salariale, la casse de l'emploi privé et public.

Macron fait la loi du marché à coups de 49-3 :

Avec sa loi la plus régressive depuis des décennies, ils imposent la généralisation du travail du dimanche, le développement du travail de nuit, la diminution des droits des victimes de licenciement économiques, la privatisation du transport de voyageurs et des aéroports, la dépenalisation du droit du travail : autant de demandes du patronat satisfaites sans aucune contrepartie pour les salariés !

Les choix faits dans le secteur de la Santé, tarification à l'activité (T2A), loi Hôpital Patient Santé et Territoire, objectifs nationaux des dépenses de l'Assurance Maladie, Contrat de Retour à l'Equilibre Financier auxquels s'ajoute aujourd'hui le projet de loi Santé entraînent, jour après jour, une remise en cause du droit pour tous de soigner.

Les conséquences dans notre département : fermetures de services, manque de personnel, dégradation des conditions de travail... C'est inacceptable ! Les moyens doivent être donnés à

l'Hôpital Public pour continuer à assumer ses missions.

Les réformes territoriales, la mise en place de la Métropole en 2016 dégradent elles aussi le service rendu à la population. Il s'agit là d'une offensive contre l'ensemble du secteur social et médico-social (Conventions Collectives, qualifications...) et contre tous les Services Publics.

Ces politiques au service de la finance menacent la survie de nombreuses industries, activités et services. Dans notre département, cela se traduit par des annonces de fermetures totales ou partielles risquant de détruire des milliers d'emplois directs et indirects ainsi que les savoir-faire.

Ces politiques remettent en cause le droit du travail, mettent en concurrence les salariés entre eux, détruisent l'emploi pour toujours mieux rémunérer les actionnaires. Ces logiques financières doivent être inversées, elles mettent à mal notre pays, démantelant notre système de Protection Sociale, détruisant nos Services Publics, nos industries.

Les richesses que nous créons doivent servir le progrès social et financer une politique industrielle ambitieuse et offensive.

Exigeons un plan d'urgence pour l'emploi et l'augmentation des salaires

- La mise en place d'un moratoire sur tous les plans de licenciements, sur les fermetures d'entreprises, sur les restructurations de services et les réformes en cours (Métropole, Territoires...) qui détruisent l'emploi et nos outils de travail, réduisent nos capacités à répondre aux besoins de la population, menacent l'indépendance économique de notre pays, cassent nos Services Publics,
- La prise en compte des projets et solutions alternatives portés par les salariés et la CGT dans les entreprises,
- L'abandon de toutes les mesures d'économie qui asphyxient les Services Publics et le remboursement des financements publics versés aux entreprises qui licencient,
- L'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux, indispensables pour bien vivre et essentiels pour renforcer notre système de Protection Sociale,
- Que les moyens soient donnés aux Services Publics pour assurer leurs missions au service de l'intérêt général en garantissant à tous le droit élémentaire de se soigner, de se loger, de s'éduquer

**Rassemblement devant la Sous-Préfecture d'Arles
avec dépôt de motion**

JEUDI 25 JUIN 2015 - 10H30